

Les dettes des hôpitaux dépassent les 80 milliards de DA

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4947 - Mercredi 4 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Campagne électorale

Sud, procès des anciens responsables et volet social au menu

Page 2

41^e acte des étudiants

Importantes marches dans plusieurs villes du pays

Page 3

Otan, un sommet de résurrection ?

Par Mohamed Habili

Normalement, dire d'un être vivant qu'il est mort cérébralement signifie que son cas est désespéré, qu'il ferait aussi bien de mourir purement et simplement. Vu qu'il ne se remettrait plus jamais sur ses pieds par exemple. Au départ, c'était peut-être bien ainsi que voulait être entendu le président français quand il disait à « The Economist » que l'Otan était déjà dans cet état de mort cérébrale. Mais aujourd'hui, deuxième jour du Sommet de l'Otan à Londres, qui fête sa 70^e année d'existence, on ne sait plus très bien comment il faut l'entendre. D'autant plus que la veille du Sommet, Emmanuel Macron, avait semblé réviser son propos, en le donnant non plus pour un constat sur quoi il ne servait à rien de revenir, mais pour une sorte de figure de style, une hyperbole destinée non pas à rendre compte d'une réalité mais à émouvoir, à causer un électrochoc en Occident. Autrement dit, à tirer un effet de peur sur les passants, pour paraphraser le poète. Ce que Macron a dit à l'hebdomadaire britannique, le répèterait-il devant ses pairs pendant le Sommet ? Probablement pas. Mais le président turc, qui lui aussi s'était servi de cette même expression de mort cérébrale, mais en la décochant à son homologue français, mais en la lui retournant, ferait-il lui par contre comme il avait promis ? D'une certaine façon, c'est là tout l'intérêt de ce Sommet, l'essentiel du travail ayant sûrement été déjà fait par les sherpas.

Suite en page 3

Depuis Oran

Gaïd Salah évoque «les prémices d'un dénouement de la crise politique»



En visite de travail hier en 2^e Région militaire à Oran, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, évoquant «les prémices d'un dénouement de la crise politique» en Algérie avec la tenue des présidentielles le 12 décembre, s'est félicité de l'élan de «soutien et de cohésion populaire» rejetant catégoriquement la tentative «d'ingérence» du Parlement européen dans les affaires internes du pays. Lire page 2

Sahel

Les mines artisanales, nouveau mode opératoire des terroristes

Page 4

Malgré les progrès accomplis

Des difficultés persistent dans la lutte contre le VIH

Page 24

Depuis Oran

Gaïd Salah évoque «les prémices d'un dénouement de la crise politique»

■ En visite de travail hier en 2^e Région militaire à Oran, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, évoquant «les prémices d'un dénouement de la crise politique» en Algérie avec la tenue des présidentielles le 12 décembre, s'est félicité de l'élan de «soutien et de cohésion populaire», rejetant catégoriquement la tentative «d'ingérence» du Parlement européen dans les affaires internes du pays.

Par Lynda Naili

Le «peuple authentique, parfaitement conscient de la gravité des machinations qui se trament dans les laboratoires de la conspiration à l'étranger et des modes de trahison et de félonie à l'intérieur, lorsque la bande a fait appel à des parties extérieures», a répondu «aujourd'hui à ces tentatives désespérées à travers ses marches massives, dans tout le pays, et se tient debout tel un seul homme, avec toutes ses franges», peut-on en effet lire dans l'allocation d'orientation du général de corps d'armée prononcée hier à Oran. «Il a ainsi, poursuivra-t-il, donné les plus merveilleuses images de solidarité, de soutien et de cohésion, rejetant catégoriquement la tentative du Parlement européen de s'ingérer dans les affaires internes de son pays, donnant ainsi au monde entier une leçon dans le véritable patriotisme, et affirmant que l'Algérie possède des hommes et des femmes, qui sont capables de la défendre». Prouvant «aux traitres et inféodés que leur destin n'est que honte et opprobre», enchaînera-t-il, «le peuple algérien saura également comment répondre à tous ses détracteurs qui comptent contre sa patrie, en se dirigeant massivement le 12 décembre prochain aux urnes afin d'élire un président de la République en toute intégrité, liberté et démocratie, pour que ce soit là une réponse vigoureuse et civilisée et telle une gifle cinglante à tous ceux qui s'attaquent à l'Algérie».

A ce titre, évoquant la tenue du scrutin présidentiel prochain, le chef d'état-major dira que ce rendez-vous électoral «augure d'un dénouement imminent de la situation et que l'Algérie arrivera à bon port, grâce à la détermination du peuple algérien, à travers tout le territoire national, à participer massivement à la prochaine échéance présidentielle du 12 décembre 2019». «Le fort élan populaire et les marches pacifiques qu'a connus dernièrement notre pays, reflètent la force de la volonté populaire de surmonter cette phase sensible de son histoire et augurent d'un dénouement imminent de la situation et que l'Algérie atteindra son havre de paix, grâce à la détermination du peuple algérien, à travers tout le territoire national, à participer en force à la prochaine échéance présidentielle du 12 décembre 2019 et à son adhésion avec son Armée nationale populaire», ajoutera-t-il, non sans rappeler une fois de plus que l'institution militaire n'a d'autre intérêt que «l'intérêt suprême de la nation, et



PRIMON

de préserver sa sécurité et la quiétude de son peuple». «Aussi l'objectif noble et majeur de l'accompagnement par l'Armée nationale populaire de son peuple tout au long de la période précédente, est de per-

mettre au peuple algérien d'exercer ses droits constitutionnels et légitimes qu'il a revendiqués depuis le début des marches populaires et que le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire a veillé à

satisfaire la majorité de ces revendications, en attendant que le président élu prenne en charge la réalisation du reste des revendications», relèvera dans ce sens Ahmed Gaïd Salah. D'où, dira-t-il, «l'importance de la

prochaine échéance électorale, car elle représente en réalité un parachèvement irrévocable du parcours du 1^{er} novembre 1954», soulignera le vice-ministre de la Défense nationale. «En effet, si Novembre avait auguré de la libération du pays de l'abomination du colonialisme français abject, Décembre aura l'honneur de parachever la construction de l'Etat de droit conformément aux principes de la Déclaration du 1^{er} Novembre», assurera-t-il. C'est ainsi que «nous pouvons dire que le navire de l'Algérie s'est amarré à bon port en toute sécurité», affirmera-t-il tout en soutenant que «celui qui veut traverser avec elle, il n'a qu'à rejoindre ses concitoyens et ne pas manquer l'appel de la patrie, pour partager avec sa patrie ses joies, car le rendez-vous du 12 décembre 2019 sera certainement une véritable fête pour l'Algérie et son peuple». Dans cette perspective, le général de corps d'Armée a adressé également un message à l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire et des différents services de sécurité pour leur rappeler le devoir d'assurer la sécurité lors des élections, mais aussi leur droit de vote qu'ils exerceront, à l'instar de leurs concitoyens, en votant en dehors des casernes, conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière. L. N.

Campagne électorale

Sud, procès des anciens responsables et volet social au menu

Les discours des candidats à l'élection présidentielle se sont axés, au 17^e jour de la campagne électorale, sur le volet social et économique. Aussi, le procès historique des anciens responsables, dont l'audience est reportée pour aujourd'hui, a été largement commenté par les candidats.

La campagne électorale s'est poursuivie hier, pour sa dix-septième journée, avec des candidats qui continuent de sillonner les wilayas du pays pour convaincre les Algériens d'aller voter le 12 décembre. Ainsi, le candidat Ali Benflis a axé son discours, lors d'un meeting à Skikda, sur le volet social, promettant de résoudre les dossiers sociaux, notamment ceux liés à l'aide sociale, au pouvoir d'achat du citoyen, à la retraite et retraités de l'armée et aux gardes communaux. Il a ainsi promis d'étudier le «couffin quotidien» des besoins du citoyen y compris le gaz, l'électricité et les loyers, afin de créer une plateforme garantissant une vie décente aux citoyens. En ce qui concerne le dossier de retraita, il a exprimé son rejet du système de retraita anticipée, affirmant que cela n'était «pas logique». Il a évoqué ensuite les retraités de l'armée, soulignant qu'il est pour la réouverture de leur dossier. «La réouverture de leur dossier et le dialogue constituent la seule solution pour démanteler les bombes sociales» uniquement par une solution sécu-

ritaire en les empêchant de manifester», a-t-il suggéré. Sur le plan politique, le candidat a promis de promulguer une nouvelle Constitution fondée sur la répartition des pouvoirs entre le Président, le Premier ministre et le Parlement. Enfin, Benflis a promis de donner une allocation pour la femme au foyer, promettant de rendre sa dignité à la femme algérienne.

Le candidat Abdelaziz Belaïd a plaidé pour un procès international pour «la bande». «Il ne suffit pas de juger les responsables devant les tribunaux algériens, mais leurs crimes nécessitent un procès devant des tribunaux internationaux», a-t-il déclaré. Le candidat du Front El Moustakbal a ajouté, lors d'un meeting dans la wilaya de Tébessa, que «la bande est plus dangereuse que le colonialisme. Ils ont non seulement pillé l'argent public, mais commis des crimes contre le peuple algérien et forcé les jeunes à se suicider à cause du désespoir». Sur le volet économique, il a plaidé pour la relance du développement dans les régions frontalières notamment à travers la création de zones de libre-échange. Au lieu d'être des zones de libre-échange par excellence, de par leur situation géographique, les wilayas frontalières, explique-t-il, sont devenues des points de contrebande par négligence et mauvaise gestion. Cependant, il a regretté que le pays

a fait face pendant de longues années à des dirigeants et responsables qui avaient brisé l'économie nationale et le citoyen algérien, faisant de lui un individu égoïste courant derrière le matériel. «C'était un processus planifié», a-t-il enfin ajouté. Enfin, il a appelé le peuple algérien à faire face aux tentatives menées par des parties qui «pêchent en eau trouble» visant à empoisonner l'atmosphère et à perturber la prochaine élection, et ce, en se rendant massivement aux urnes le 12 décembre.

Pour sa part, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune s'est engagé hier, à partir de Laghouat, s'il était élu, à lancer des projets de développement global dans tous les secteurs au profit de toutes les communes de cette wilaya. Dans ce cadre, le prétendant à la Magistrature suprême a évoqué, dans son programme, le développement de l'actuel aéroport de cette wilaya et l'ouverture d'instituts de formation au profit des jeunes de cette région dans les industries pétrolières et gazières, en vue de leur permettre d'accéder aux postes d'emploi proposés dans ce domaine. Au terme de son discours, de cinq minutes, M. Tebboune a souligné la nécessité pour le peuple algérien de rester attaché au message des chouchada de la glorieuse guerre de Libération.

Louiza Ait Ramdane

41^e acte des étudiants

Importantes marches dans plusieurs villes du pays

■ Les étudiants maintiennent la pression et organisent pour le 41^e mardi des marches au niveau de plusieurs villes du pays. Les participants (étudiants et citoyens) à ces marches ont exprimé une fois de plus le rejet des élections du 12/12, la libération immédiate des détenus d'opinion et l'établissement d'un véritable Etat de droit.

Par Thinhinene Khouchi

Alger comme dans d'autres villes, notamment à Oran, Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou et autre, des milliers d'étudiants rejoints par un nombre incalculable de citoyens, ont choisi de marcher pour une énième fois afin d'exiger l'établissement d'un véritable Etat de droit, d'une justice indépendante mais surtout pour exprimer leur rejet des élections présidentielles prévues le 12 décembre. En effet, à huit jours seulement de ce rendez-vous crucial, la foule a appelé encore une fois au boycott de cette élection présidentielle. Les participants à cette marche au niveau de la capitale se sont rassemblés comme chaque mardi à la Place des martyrs puis ont marché vers le centre-ville. Ils ont scandé «makanch el vote» (il n'y aura pas de vote), «makanch el vote, welah manvoti» (il n'y aura pas de vote, on jure qu'on ne votera pas). Ce refus d'aller vers les urnes n'a pas été exprimé que dans les slogans mais aussi sur les pancartes très nombreuses. On pouvait donc y lire en rouge : «non au vote 12.12.», «je ne vote-



Ph. > E. Soudani/Al. A.

rai pas contre mon pays». «Pas de liberté, pas de vote» «pas de démocratie, pas d'élection». Les étudiants ont aussi appelé à une grève générale pour pousser le gouvernement en place à annuler les présidentielles. Des appels pour l'organisation de trois marches d'affilée, à savoir le 11 décembre (la veille de la journée du vote), le 12 (jour du vote) et le 13 décembre, ont été lancés par les marcheurs. Ils ont, en outre, exigé la libération des personnes arrêtées lors des marches précédentes, scandant : «telgou wladna» (relâchez nos fils) «nourid el hourya» (on veut la liberté). Ils ont aussi réitéré leurs

revendications habituelles, notamment le départ des résidus de l'ancien système, la lutte contre la corruption, une justice indépendante, une Algérie libre et une presse libre. Expriment leur attachement à leur mouvement ainsi qu'à leurs revendications, les manifestants scandaient : «manache habssine» (nous n'allons pas nous arrêter), «hirakouna moutawassil» (notre hirak continuera) «makanch marche-arrière» (il n'y aura pas de marche-arrière). Cette marche a été encadrée par un important dispositif sécuritaire, mais «en douceur». Enfin, ce 41^e mardi à Béjaïa, a été marqué

par la présence d'une importante foule constituée essentiellement d'étudiants et d'enseignants universitaires, venus exprimer le rejet des élections et la libération des détenus d'opinion. Même cas à Tizi-Ouzou où des milliers d'étudiants se sont rassemblés devant le portail de l'Université de Tizi Ouzou Hasnaoua, pour ensuite se diriger vers le centre-ville. Le rejet des élections du 12/12 était le slogan prédominant dans cette manifestation hebdomadaire. D'autres marches ont eu lieu à Oran, Constantine, Bouira où des étudiants et citoyens ont réitéré les revendications habituelles. T. K.

Santé

Les dettes des hôpitaux dépassent les 80 milliards de DA

Les dettes des structures publiques de santé, dont des hôpitaux, se sont élevées, à fin 2019, à 83 milliards de DA, a révélé, mardi à Alger, le directeur des finances et des moyens au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Addeh Hakim Belaid. «Sur ce montant, 61 milliards de DA concernent les dépenses en médicaments et autres produits pharmaceutiques et un rapport détaillé a été soumis au ministre de la Santé, ainsi qu'aux autorités concernées afin d'apurer cette situation», a déclaré M. Belaid à la presse en marge d'une rencontre nationale d'évaluation du secteur tenue au siège du ministère en présence des 48 directeurs de la santé et de la population (DSP), le ministre a soutenu que ces «mesures administratives seront prises, à la fin de l'année en cours, à l'encontre des responsables concernés par la mauvaise gestion dans le secteur de la santé, a annoncé mardi à Alger, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui. S'exprimant lors d'un point de presse animé en marge d'une rencontre nationale d'évaluation du secteur, en présence des 48 directeurs de la santé et de la population (DSP), le ministre a soutenu que ces «mesures administratives peuvent prendre la forme d'une mise de fin de fonctions, d'une suspension d'activités ou de toute autre disposition prévue par la loi», notant que ce type de rencontres vise précisément à situer les raisons précises des manquements, lesquelles peuvent être dues à des «facteurs exogènes et non pas à une mauvaise gestion». Tout en assurant que

le secteur de la Santé : bientôt des «mesures administratives» à l'encontre des responsables concernés

«certaines mesures ont déjà été prises» à l'issue de la précédente réunion d'évaluation, tenue en septembre dernier, il a insisté sur le caractère «humain» des fonctions exercées dans le secteur, avant de rappeler la dotation de celui-ci en 36 nouvelles structures en 2019. A ce propos, il a reconnu «l'absence de stratégie» s'agissant de l'adaptation de la formation aux projets de réalisation des établissements de santé. Interpellé, par ailleurs, sur la problématique des équipements en état de panne, le ministre a rétorqué que ce dossier ne relève pas uniquement du secteur de la Santé, faisant remarquer que le service public «se doit de prendre en charge les malades» qui s'y présentent. Cela, a-t-il noté, même si «le secteur privé est complémentaire du public». Lors de son allocution devant les DSP et cadres centraux du ministère, Mohamed Miraoui a particulièrement insisté sur la nécessité d'«améliorer l'accueil dans les services d'urgence», relevant des établissements publics, ces derniers étant «la vitrine» du secteur. Ceci, en plus de la «présence effective» des équipes médicales, de «l'utilisa-

tion permanente» des moyens de diagnostic et de dépistage, du «respect» des horaires de travail, de la «sécurisation» des personnels, notamment dans les services d'urgence ainsi que la «rationalisation» des dépenses et d'utilisation des moyens disponibles. Abordant le volet lié au médicament, il a notamment plaidé pour «le respect des bonnes pratiques» s'agissant de la gestion des produits pharmaceutiques ainsi que sur le plan des prescriptions et d'usage de ces derniers.

Un programme d'importation de 1 300 médicaments en 2020

Le programme d'importation de médicaments pour l'année 2020 concernera 1 300 produits, sur un total de 2 300 produits pharmaceutiques, a révélé de son côté, le D' Soumeïya Yahiaoui, directrice générale de la Pharmacie au ministère de la Santé, lors de la même rencontre, notant que ces importations sont déterminées par «les besoins» exprimés par les différentes structures de santé publiques. La même respon-

Mauvaise gestion dans

LA QUESTION DU JOUR

Otan, un sommet de résurrection ?

Suite de la page une

Oserait-il depuis la tribune interpellé Macron, et lui dire l'index tendu vers lui : la seule personne qui soit ici cérébralement morte c'est vous, et vous seule ! On n'imagine pas que les choses puissent en arriver à ce point, mais si néanmoins elles le devaient, alors c'est bien le président français qui a raison tout compte fait, à savoir que l'Otan est morte et qu'il ne reste plus qu'à la débrancher. Le plus plausible est que rien de tel ne se produise, que les deux hommes, ne réussissant pas à s'éviter, choisiront de se comporter avec diplomatie l'un avec l'autre. L'Otan en sera-telle sauvée pour autant ? Oui, probablement, mais tout de même un peu dans l'état décrit par le président français. La Turquie continuera ses opérations contre les Kurdes au nord de la Syrie, au mépris des condamnations de la France, de la Grande-Bretagne, et de l'Allemagne, mais pas nécessairement des Etats-Unis, des Etats est-européens, et encore moins bien sûr de la Turquie, un pilier de l'Otan. Donald Trump a attendu, on dirait comme par un fait exprès, la veille du Sommet pour menacer à nouveau la France de taxes sur les produits qu'elle exporte le plus vers les Etats-Unis, dont les vins. Dans le même temps, il n'a menacé l'Allemagne de rien du tout, ce qui n'est pas totalement insignifiant. Pourtant, Donald Trump n'est rien moins qu'un enthousiaste de l'Otan, à la différence du président turc. Sur son avenir, son avis serait beaucoup plus proche de celui de Macron. Du reste, c'est en pensant exclusivement à lui que le président français s'était laissé aller à poser le diagnostic qui allait tant déplaire à Erdogan. Pas seulement à ce dernier d'ailleurs, tout autant à la chancelière allemande, à ceci près qu'elle s'est tenue au langage en usage. Une contrainte dont s'est affranchi Erdogan, et qui a valu à son ambassadeur à Paris d'être convoqué au Quai d'Orsay.

M. H.

sable a expliqué que ce programme concerne, outre les médicaments (princeps, génériques et quotas), les dispositifs médicaux ainsi que les réactifs. Elle a tenu à assurer, à ce propos, que la non-disponibilité constatée pour certains médicaments n'est pas liée à une quelconque «rupture» mais à une «insuffisance de stocks» due à une «non-respect par certains importateurs de l'obligation d'un stock de sécurité».

Safy T.

Sahel

Les mines artisanales, nouveau mode opératoire des terroristes

■ La pose des mines artisanales est désormais le nouveau mode opératoire privilégié des réseaux terroristes sévissant dans le Sahel, particulièrement au Mali, dans leur plan d'attaques contre les forces armées et les populations locales de plus en plus ciblées ces dernières semaines, selon des analyses sécuritaires.

Par Amine B.

Dans le centre du Mali tout comme dans les confins du Burkina Faso et du Niger, les terroristes ne ratent pas la moindre occasion pour s'en prendre aux forces armées et aux populations locales, à l'aide de bombes artisanales dissimulées souvent sur des axes routiers, soutiennent, pour leur part, des sources sécuritaires, citées par des médias. Au moins 12 militaires dont trois de nationalités étrangères présentes au Mali ont trouvé la mort depuis le début du mois de novembre, selon des sources sécuritaires. Le nombre de blessés est de plus loin important, ajoute-t-on. «Deux soldats maliens ont été tués, lundi, et sept autres blessés par un engin explosif improvisé dans la région de Mopti, non loin de la frontière du Burkina Faso», a annoncé l'armée malienne dans la nuit de lundi à mardi. Dimanche 1^{er} décembre, «un véhicule des forces armées maliennes a sauté sur une mine samedi, en circulant entre Dioungani et Tonou, dans le cercle de Koro, au centre du Mali, faisant trois morts et plusieurs blessés», avaient annoncé, pour leur part, des élus et des habitants. L'option des terroristes



pour la pose des mines artisanales comme nouveau mode opératoire s'explique, selon des experts dans les questions sécuritaires, par le fait qu'ils ont perdu beaucoup de leurs capacités de nuisance face aux forces armées maliennes et alliées de plus en plus dotées d'armes sophistiquées et d'armes de destruction de pointe. Chassés des alentours de la capitale du Mali et des grandes villes du pays, les terroristes ne font plus parler de leurs accrochages avec les forces armées comme ce fut le cas durant les années 2011 ou 2012 et 2013, a-t-on constaté. Outre, les bombes artisanales qu'ils arrivent à poser, les terroristes «ne donnent signe de vie» que via certains actes tout aussi lâches que la pose des bombes, à savoir des attaques à l'aide de voitures piégées ou des motos.

Les autorités maliennes qui prennent acte de ces attaques et manœuvres lâches ne cessent d'appeler tous les Maliens à fédérer leurs efforts et agir tel un seul homme contre les résidus criminels. L'idée du dialogue national que compte organiser le Mali le 14 du mois en cours a, entre autres, comme objectifs, la sensibilisation des Maliens quant à la nécessité de s'unir contre la horde terroriste laquelle, pour tenter de survivre, n'hésite pas à investir désormais dans les conflits locaux afin d'envenimer la situation et fragiliser les structures des Etats, en plus du fait de semer la discorde entre les populations autochtones.

Lutter contre les nouvelles formes de redéploiement terroriste

Dans ce contexte, le Commissaire de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, qui rappelle à chaque fois les tentatives d'investissement des terroristes dans les conflits tribaux au Mali, avait appelé, lors de la 13^e réunion des Points focaux du Centre d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert), tenue à Alger au mois de novembre, les autorités maliennes et des pays africains de manière générale à lutter contre cette nouvelle forme de redéploiement des réseaux terroristes. La lutte contre ces tentatives doit se faire, selon M. Chergui, à travers la prise en charge des causes à l'origine de l'émergence du terrorisme même, à savoir «la misère, l'injustice, l'exclusion et l'extrémisme». Dans ce contexte, M. Chergui, qui participait lundi à la

conférence ministérielle sur l'accès aux ressources naturelles et les conflits locaux à Bamako, a souligné «le rôle essentiel des mécanismes gouvernementaux dans la résolution des différends relatifs à l'accès aux ressources naturelles», faisant remarquer que «dans de nombreux cas, ces richesses sont pillées par des groupes terroristes et des réseaux de criminalité organisés». Le même responsable a évoqué, à ce titre, la consolidation des capacités du département Paix et Sécurité en matière de prévention des conflits structurels, de médiation et d'alerte précoce. «Nous veillons résolument à ce que ces outils indispensables (en matière de règlement de conflit) soient accessibles à nos Etats Membres», a-t-il soutenu.

A. B./APS

4^e édition les 5 et 6 décembre 2019 en Algérie

Salon en ligne des études en France

Campus France Algérie vous convie à la 4^e édition de son Salon virtuel des études, les 5 et 6 décembre 2019. Pendant deux jours, ce dispositif interactif et innovant permettra de mettre en relation les cinq espaces Campus France Algérie, les établissements d'enseignement supérieur français, les associations d'Alumni et les étudiants de l'ensemble du territoire algérien afin de promouvoir l'excellence et la qualité des formations proposées. Plateforme d'accès : <http://salondz.campusfrance.org>

La France demeure la première destination des étudiants algériens en mobilité à l'étranger avec 800 accords de coopération entre les universités françaises et algériennes et 30 521 étudiants algériens actuellement sur les bancs des établissements d'enseignement supérieur en France, ce qui en fait la 2^e communauté étudiante internationale en France. Le salon en ligne offrira la possibilité aux étudiants algériens de l'ensemble du territoire national d'échanger en direct et à distance depuis un ordinateur ou un smartphone avec plus d'une vingtaine d'établissements d'enseignement supérieur français (écoles de

commerce, écoles d'ingénieurs, écoles d'art, IUT et universités) et de s'informer sur les différents diplômes proposés afin de mieux préparer leurs projets d'études 2020 sans avoir à se déplacer. Campus France Algérie dispose d'un espace de documentation où les visiteurs trouveront des informations sur le système d'enseignement supérieur français et la procédure Campus France Algérie, ainsi que les derniers outils proposés par Campus France Algérie pour les accompagner dans le choix d'un cursus adapté et leur expliquer les différentes procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en France. Le salon offre également l'occasion de promouvoir le réseau dédié aux diplômés algériens de l'enseignement supérieur français, avec plus de 32 000 membres inscrits sur la plateforme France Alumni Algérie à ce jour. Les associations d'accompagnement des étudiants algériens en France et les associations d'Alumni répondront également aux questions des étudiants concernant les aspects de la vie étudiante (logement, santé, coût de la vie étudiante en France) et partageront à l'occasion leurs expériences et leurs

conseils. Pour la 4^e édition du salon, plus d'une vingtaine d'établissements d'enseignement supérieur français accueilleront les étudiants sur leur stand virtuel et répondront en direct aux questions des étudiants : Ecoles d'ingénieur : 1. CESI. 2. UniLa Salle. 3. INSA Toulouse. 4. ESIEA -Ecole d'ingénieurs du monde numérique. Ecoles de commerce et de management : 5. ESCP. 6. EXCELIA GROUP ex-ESC La Rochelle. 7. ESC Clermont. 8. BREST BUSINESS SCHOOL. 9. Réseau FIGS (groupe de 27 écoles de commerce privées). 10. IM Paris. 11. ESAA -Ecole Supérieure Algérienne des Affaires. Universités ou Instituts Technologiques : 12. Université de Nantes 13. Institut des Nanotechnologies de Lyon (INL) - Université Claude Bernard Lyon 1. 14. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Catholique de Lille (université pluridisciplinaire).

Les candidats peuvent se préinscrire au salon : <http://salondz.campusfrance.org>

Plus d'information sur nos sites :

www.algerie.campusfrance.org

Accidents de la circulation 29 morts et 1 172 blessés en une semaine

VINGT-NEUF personnes ont trouvé la mort et 1 172 autres ont été blessées dans 1 024 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 24 au 30 novembre au niveau national, selon un bilan établi, hier, par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 4 morts et 103 blessés suite à 129 accidents de la route, précise la même source.

R. N.

En représailles à la taxe Gafa

Washington menace de taxer 2,4 milliards de dollars de produits français

■ Le gouvernement des Etats-Unis a menacé lundi de surtaxer 2,4 milliards de dollars de produits français, en représailles à la taxe instaurée par Paris sur les entreprises numériques, qui pénalise injustement les sociétés américaines aux yeux de Washington.



P.D.R.

Par Malek Y.

Le Bureau du Représentant américain au Commerce (USTR) a estimé que la «taxe Gafa», adoptée en juillet dernier

par le Parlement français, n'est «pas conforme aux principes de politique fiscale internationale et constitue un fardeau anormal pour les entreprises américaines affectées». Il a établi une liste de

produits dont le champagne, les sacs à main, les produits de maquillage ou les fromages, qui pourraient être soumis à des surtaxes pouvant atteindre 100 %. L'USTR avait ouvert cet

été une enquête au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974, qui a pour but de déterminer l'équité de pratiques commerciales à l'égard des compagnies américaines. Dans un communiqué, le représentant américain au Commerce déclare que son administration étudie la possibilité d'ouvrir des enquêtes similaires visant les taxes sur le numérique prévues par l'Autriche, l'Italie et la Turquie. «L'USTR s'attache à lutter contre le protectionnisme croissant des Etats membres de l'UE, qui cible de manière inéquitable les entreprises américaines», dit Robert Lighthizer. Les services de Lighthizer ont indiqué ouvrir une période de consultation publique jusqu'au 14 janvier prochain sur la liste des produits français visés par les potentielles surtaxes et la possibilité de prendre de mesures de rétorsion contre les services français. Aucune date de l'entrée en vigueur éventuelle de taxes supplémentaires sur les produits français n'a été communiquée. Ciblant notamment les géants du numérique que sont Google, Apple, Facebook et Amazon – d'où son surnom de «taxe Gafa» – la taxe française s'applique aux sociétés réalisant un chiffre d'affaires sur leurs activités numériques de 750 millions d'euros au niveau mondial et de plus de 25

millions d'euros sur le sol français. Mais avant la publication du rapport de l'USTR, un représentant français a déclaré que Paris contesterait les conclusions du Bureau du représentant américain au Commerce, soulignant la position française selon laquelle la taxe sur le numérique ne cible pas spécifiquement les entreprises américaines. «Nous n'abandonnerons pas sur ce dossier», a dit le représentant. La liste communiquée lundi par l'USTR comprend des produits qui avaient été épargnés par les droits de douane de 25 % imposés en octobre par les Etats-Unis dans le cadre du litige sur de potentielles subventions accordées par l'Union européenne à Airbus. S. K./APS

Commerce

Le Vietnam signe un contrat avec l'Azerbaïdjan pour importer 5 millions de barils de pétrole

L'OPÉRATEUR vietnamien de raffineries de pétrole, BSR, a signé un contrat pour importer de l'Azerbaïdjan cinq millions de barils de brut l'an prochain. Le contrat a été signé la semaine dernière entre BSR et la société azerbaïdjanaise SOCAR Trading, deux sociétés appartenant à l'Etat, rapporte hier la presse locale. La société de raffinerie et de pétrochimie, Binh Son (BSR) a indiqué que sa raffinerie de Dung Quat importera du pétrole brut, l'Azeri Light au cours du premier semestre de 2020. La signature intervient après que le Vietnam a décidé de supprimer le 1er novembre la taxe de 5 % sur les importations de pétrole brut, alors que l'offre intérieure diminuait. La production de pétrole brut au cours des 11 premiers mois de cette année a diminué de 7, % sur un an, tandis que les importations ont augmenté de 6 % à 7,44 millions de tonnes (54,54 millions de barils), selon le Bureau vietnamien des statistiques générales (GSO). BSR avait annoncé précédemment qu'il importerait l'année prochaine de 8 à 10 millions de barils de pétrole brut américain West Texas Intermediate et Bonny Light pour la raffinerie située dans la province centrale de Quang Ngai. La raffinerie a une capacité de 130 000 barils par jour. R. E.

Finances/Union africaine

Loukal prendra part demain à la réunion du Comité F15 en Egypte

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, prendra part, demain à Charm El Cheikh (Egypte), à la réunion du Comité des Quinze ministres des Finances de l'Union africaine (F15), dont l'Algérie est membre, a indiqué hier un communiqué du ministère. «Cette

réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, relatives aux nouveaux mécanismes de financement du budget de l'Union africaine (UA) et aux réformes budgétaires et financières

entreprises au niveau de cette organisation», a précisé la même source. «Au cours de cette rencontre, les membres de ce comité procéderont à l'examen et à l'adoption des mesures opérationnelles à mettre en place pour assurer à cette organisation continentale l'autonomie de

financement», a-t-on ajouté. «Les membres du Comité échangeront également sur la mise en œuvre des règles d'or adoptées par la Conférence des chefs d'Etat de l'Union africaine en janvier 2018, visant à assurer un budget crédible et une gestion financière

efficace au sein de l'Union», selon le communiqué. En marge de cette réunion, M. Loukal rencontrera certains de ses homologues des pays membres du F15, avec lesquels il échangera sur l'état et les perspectives de coopération avec l'Algérie. Lyes B.

Energie

Le pétrole en légère hausse à deux jours du sommet de l'Opep

Les prix du pétrole étaient orientés à la hausse hier en cours d'échanges européens, dans le sillage de la veille, à deux jours du sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs partenaires jeudi et vendredi à Vienne. Vers 10h35 GMT (09h35 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 60,98 dollars à Londres, en hausse de 0,10 % par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour janvier gagnait 0,23 % à 56,09 dollars. La veille, les cours avaient rebondi après une forte chute vendredi, le marché accueillant alors froidement des

données mensuelles publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) montrant que la moyenne de production de brut aux Etats-Unis pour septembre avait atteint un record, à 12,46 millions de barils par jour (mbj). «Le pétrole poursuit sa reprise après le plongeon de vendredi», a constaté Neil Wilson, de Markets.com. «Les espoirs d'une coupe (de la production d'or noir des pays membres de l'Opep) plus importante que prévu devraient renforcer ce mouvement», a-t-il ajouté. Les 14 pays membres du cartel et leurs 10 partenaires se retrouvent jeudi et vendredi à Vienne pour discuter de l'avenir

de l'accord de réduction de la production qui les lie jusqu'en mars 2020. «Apparemment, l'Arabie saoudite souhaite convaincre les membres de l'Opep+ d'accroître de 400 000 barils supplémentaires par jour les coupes actuelles. Cela les porterait à 1,6 million de barils (mbj) par rapport au niveau de production d'octobre 2018», a rapporté Carsten Fritsch, analyste de Commerzbank. Les acteurs et observateurs du marché tablaient jusqu'à présent sur un maintien de l'accord jusqu'au prochain sommet en juin, voire jusqu'à la fin de l'année 2020, pour éviter une situation de surplus et ses conséquences

baissières sur les prix. «Mais je doute qu'ils parviennent (à s'accorder sur des baisses de production supplémentaires), car celles-ci favoriseraient avant tout les intérêts de l'Arabie saoudite, en soutenant l'introduction en Bourse à venir de (la compagnie nationale) Aramco», a ajouté M. Fritsch. De plus, la commission économique de l'organisation avait indiqué jeudi dernier que le marché du pétrole serait «équilibré» en cas de maintien en 2020 des limitations actuelles de production et «la Russie a clairement rejeté toute coupe supplémentaire», a complété M. Fritsch. Mahi Y.

Skikda

Des projets «prometteurs» pour le développement des réseaux d'électricité et du gaz

■ Plusieurs projets «prometteurs» dans le secteur de l'énergie sont en cours de concrétisation dans la wilaya de Skikda visant le développement des réseaux d'électricité et du gaz, a indiqué lundi le directeur de distribution de la Concession locale d'électricité et du gaz, M'barek Chanas.

Par Lyes F.

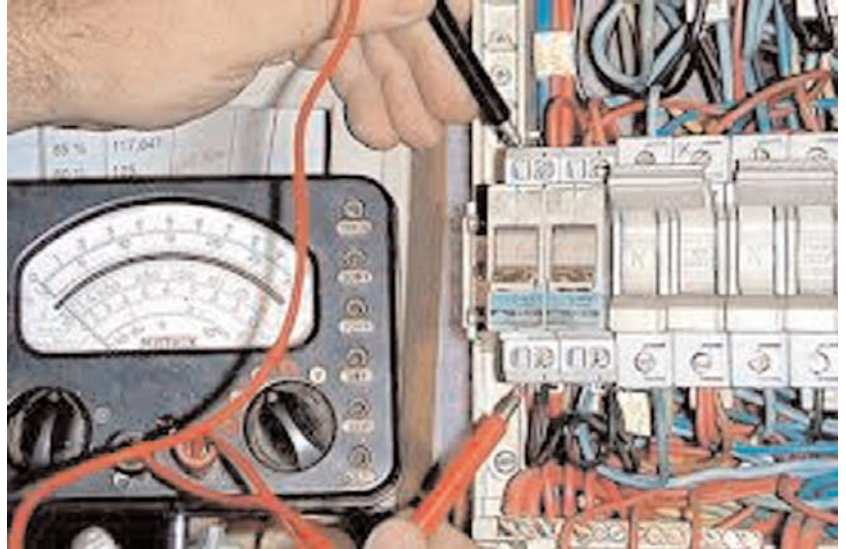
« Ces projets renforceront les réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité et contribueront à mettre fin aux désagréments causés par les coupures répétées d'électricité dans certaines régions de la wilaya », a précisé à l'APS le même responsable en marge d'une journée de sensibilisation sur les risques de la mauvaise utilisation de ces énergies.

Les travaux de réalisation d'un nouveau transformateur d'une capacité de 30/60 KV seront lancés au début de l'année 2020 dans la commune d'El Harrouch avec un délai de 24 mois, a fait savoir le même responsable relevant que le projet permettra,

une fois mis en service, de renforcer l'alimentation en électricité des foyers des communes d'El Harouch, Ain Bouziane et Sidi Mezghiche.

En outre, un autre transformateur en chantier associé à 16 km de réseaux électrique, également en installation dans la région d'Aïssa Boukarma, au chef lieu de wilaya, seront réceptionnés et mis en service avant la fin de l'année, et permettront d'alimenter les nouvelles zones urbaines, a-t-on noté.

La même source a indiqué qu'un transformateur mobile a été mis en service au niveau de la zone industrielle de Skikda pour alimenter les habitants de la nouvelle ville de «Bouzaourou» en électricité, dans le but d'améliorer le service public et de répondre aux



nouvelles demandes.

S'agissant de l'approvisionnement en gaz naturel, M. Ghanas a déclaré que le réseau de distribution a été renforcé depuis quelques jours dans la commune de Ramdan-Djamel qui enregistre un «grand déficit» en la matière soulignant qu'un investissement de 40 millions DA a été

mobilisé pour la réalisation de ce projet.

Le même responsable a révélé en outre, qu'un projet a été lancé pour approvisionner 3 communes situées dans la région ouest de la wilaya en gaz naturel, à savoir, Cheraae, Ain Aghbal et Beni Zaid, tandis que les travaux du chantier de

Zitouna seront lancés «dès la désignation de l'entreprise».

Cette journée d'information vise à sensibiliser les citoyens aux risques et dangers de la mauvaise utilisation du gaz, ainsi que la nécessité de l'entretien des appareils de chauffage.

L. F./APS

Lutte contre la toxicomanie

Des associations d'Oran et de Ghardaïa unissent leurs forces

L'association oranaise de lutte contre la toxicomanie «ALT» s'est associée avec une dizaine d'associations et d'écoles coraniques de Ghardaïa dans un réseau pour la lutte contre ce fléau dans la région du M'zab, a-t-on appris auprès des initiateurs de ce projet.

Il s'agit d'un mouvement solidaire composé d'associations et d'écoles coraniques mozabites, encadrées par l'association «ALT» ayant cumulé une quinzaine d'années d'expérience en la matière, qui se lance dans la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la toxicomanie dans la région, a précisé Rafik Bendaho, membre de l'association «ALT» et chef de ce projet.

En effet, le phénomène de toxicomanie est encore nouveau dans la wilaya de Ghardaïa tout comme l'expérience de lutte contre ce fléau, note encore M. Bendaho, qui s'appuie sur son expérience en tant que jeune ayant réussi à vaincre l'addiction aux drogues, pour aider des jeunes qui en souffrent encore.

Le programme tracé par les membres de ce réseau com-

prend plusieurs actions, notamment des ateliers d'expressions libre et d'art thérapeutique, qui permettent aux toxicomanes de revenir à l'origine de leur mal, souligne la même source, ajoutant qu'il s'agit souvent de traumatismes qui remontent à l'enfance. Par ailleurs, il sera question d'organiser des campagnes de sensibilisation pour toucher les jeunes de la région mozabite ainsi que des formations au profit des associations et même des hommes de culte qui ont décidé de casser le tabou et d'aborder ce sujet encore très délicat dans cette région conservatrice,

explique M. Bendaho.

Des séances de travail regroupant les représentants des associations et des écoles coraniques pour définir la stratégie de lutte contre la toxicomanie dans la région sont également prévues dans le cadre de ce programme. L'idée de constituer ce réseau de solidarité a germé lors d'une action de sensibilisation dans un camping de jeunes mozabites tenu à Oran. Certains adolescents ont lancé un appel au secours déclarant qu'ils souffrent d'addiction à certaines substances prohibées. En l'absence de structures d'accueil des toxi-

comanes par le fait que se soit un phénomène nouveau dans la région, l'association «ALT» s'est proposée de chapeauter le réseau d'aide à ces personnes et de mettre son expérience au profit des associations et écoles coraniques qui veulent s'y joindre.

Saisie de plus de 36 000 comprimés psychotropes à In-Guezzam

Une quantité de plus de trente-six mille (36 000) comprimés psychotropes a été saisie récem-

ment par les agents de la brigade mobile relevant des services des douanes de In-Guezzam, à l'extrême sud de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris mardi auprès des responsables de la direction régionale des douanes à Tamanrasset.

La marchandise prohibée soigneusement dissimulée dans des colis suspects, a été découverte par les mêmes agents suite à la poursuite d'un véhicule tout terrain en provenance de la bande frontalière, selon le directeur régional des douanes Chaïb Salah.

Anis Y.

Batna

Belmehdi inaugure deux mosquées et 2 écoles coraniques

Le ministre des Affaires religieuses et Wakfs, Youcef Belmehdi, a inauguré lundi à Batna deux mosquées et deux écoles coraniques dans le cadre d'une visite de travail dans la région.

Les deux mosquées réceptionnées dans les cités Kechida et Lambarikia de la ville de

Batna ont été réalisées grâce à des dons de mécènes, selon les explications données au ministre. Le ministre a inspecté les chantiers de réalisation des deux minarets de la grande mosquée «1^{er} Novembre 1954» et de son école coranique. Il a sur site souligné que la mosquée a toujours assumé son rôle d'ac-

compagnement de la société, de ses préoccupations et de ses tourments décisifs.

«Les mosquées, a-t-il ajouté, appelleront les citoyens à l'unité nationale et la participation à l'édification des institutions et de l'Algérie».

Le ministre a lancé au début de sa visite le lancement de la 3^e

édition de la campagne «hiver chaud» à l'école coranique de la mosquée «1^{er} Novembre 1954» par la distribution à des familles démunies de colis alimentaires, couvertures, vêtements et de poêles.

L'initiative organisée par le conseil «des voies du bien» de la direction locale des affaires religieuses est appelé à toucher plus de 3 000 familles à travers la wilaya. Le ministre a également présidé à la faculté des sciences islamiques de l'université Batna-1 l'ouverture des travaux d'un colloque national sur «L'extrémisme, le relâchement moral et leur impact sur la société».

Ali T.

Sidi Bel-Abbès

Perturbation dans l'alimentation en eau potable dans 20 communes

L'alimentation en eau potable enregistre une perturbation à travers 20 communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès à cause de travaux de maintenance, a-t-on appris lundi de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya.

Cette perturbation est due à la fermeture du barrage de Sidi Abdelli fermé pour permettre aux équipes de l'unité de l'ADE de Tlemcen d'effectuer des réparations sur les infiltrations d'eau touchant la principale adduction alimentant la station de traitement

de l'eau du barrage, a-t-on expliqué.

Il est prévu l'achèvement des travaux dans deux jours et l'opération de distribution sera rétablie mercredi prochain, selon l'ADE de Sidi Bel-Abbès.

T. B.

Algérie/Sahara occidental

Le MAE bat en brèche les informations sur le prétendu avertissement lancé par l'Algérie à la Minurso

■ Le ministère des Affaires étrangères bat en brèche les informations rapportées par des médias étrangers sur le prétendu «avertissement lancé par le gouvernement algérien» à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), indique lundi le porte-parole du MAE, Abdelaziz Benali-Chérif.

Par Ghani Y.

En réponse à une question de l'APS «au sujet d'un prétendu avertissement lancé par le gouvernement algérien à la Minurso sur le risque d'enlèvement d'étrangers dans les camps de réfugiés sahraouis, colporté par des médias étrangers, dont un site électronique de droit français activant en Algérie», M. Benali-Chérif a tenu d'emblée à préciser que «les médias ayant servi de support à la propagation de cette informa-

tion fausse et infondée, versent dans la manipulation et la diffusion d'informations farfelues, dans un but évident de nuire à l'Algérie, à son peuple et à ses institutions».

Il a affirmé que «le prétendu avertissement du gouvernement algérien à la Minurso est d'autant plus fantaisiste et controuvé que les camps sahraouis de Tindouf se trouvent en territoire algérien et que partant, les Forces de sécurité algériennes, à leur tête l'Armée nationale populaire, veillent à la sécurité de l'intégrité du territoire national». Le porte-



parole du MAE a, par ailleurs, relevé le fait que «le timing choisi par les responsables de ces

médias et leurs parrains est loin d'être fortuit, compte tenu du contexte régional, notamment la

proximité de certaines échéances importantes». G. Y./APS

Tunisie

La formation du gouvernement traîne, les Tunisiens s'impatientent

Le Chef du gouvernement désigné en Tunisie, Habib Jomli, peine encore à former un gouvernement, dix-sept jours après sa désignation, au moment où les Tunisiens misent tant sur la nouvelle équipe pour une meilleure prise en charge de leurs préoccupations.

Habib Jomli a été désigné par le parti Ennahdha, majoritaire au Parlement, le 15 novembre, et sa proposition a été entérinée par le président de la République, Kaies Saïed, le jour même. Il avait entamé les concertations officielles avec les différentes formations politiques et sociales du pays le 19 du même mois.

Sa «bonne volonté» de former un gouvernement inclusif et basé sur la compétence comme seul critère ne l'a pas aidé dans sa mission. L'homme trouve encore toutes les difficultés pour convaincre les différentes formations politiques et les forces sociales du pays à dégager des

noms susceptibles de faire partie de son équipe. Cet état de fait se pose au sein même du parti Ennahdha qui n'a pas encore arrêté la liste des personnalités censées être dans le nouveau gouvernement. Ce parti a inscrit le point de la formation du nouveau gouvernement dans l'ordre du jour de son conseil de la Choura de dimanche.

«Un rapport détaillé sur les concertations effectuées par le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, a été présenté aux membres du conseil», a indiqué, Abdellatif Mekki, dirigeant d'Ennahdha, dans une déclaration à l'agence TAP, ajoutant que le conseil de la Choura discutera également du programme d'action du gouvernement.

Ennahdha avait proposé, selon des sources concordantes auprès du parti, trois noms à choisir pour chaque département ministériel, et ce, en réponse à la demande de M. Jomli.

La non-proposition d'une liste

définitive des noms ministriables se pose aussi auprès de toutes les formations politiques, selon des sources médiatiques locales.

Le parti Qalb Tounes, disposant de la deuxième majorité au sein du Parlement, n'a pas encore tranché la liste des noms à proposer. C'est le cas aussi, affirme-t-on, au sein du parti de Abir Moursi, arrivé en troisième position lors des législatives du 6 octobre dernier. Certains partis, à l'image d'Al-Massar et le Front populaire se sont dit pas concernés par le prochain gouvernement.

La difficulté de former un nouveau gouvernement est due, selon les observateurs de la scène politique tunisienne, à des facteurs objectifs. Le fait que M. Jomli soit proche du Mouvement Ennahdha «dissuade, souligne-t-on, les formations politiques à coopérer activement avec lui».

Le choix de M. Jomli a été en outre critiqué par des partis poli-

tiques au lendemain de sa désignation, et l'homme doit «son ascension et parcours politique au parti Ennahdha», souligne-t-on de mêmes sources.

Il y a aussi la «façon» avec laquelle Habib Jomli est responsable «en partie» dans le retard qu'accuse la formation du nouveau gouvernement, s'accordent à dire les observateurs, expliquant que lors de ses entretiens avec les formations politiques, «il ne propose pas un programme et un plan de travail».

Habib Jomli a, selon la Constitution en vigueur, un mois renouvelable pour mettre sur pied son gouvernement, faute de quoi le président de la République procède à la nomination d'une nouvelle personnalité.

Des chantiers en série attendent le nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement en

Tunisie aura du pain sur la planche. De nombreux chantiers sont en attente d'être lancés ou relancés, tous secteurs confondus. Ainsi, la relance de la machine économique, en berne depuis plusieurs années maintenant, est le grand chantier qui attend le nouveau cabinet. Nombre d'usines sont à l'arrêt ou en voie de déclarer faillite. Les défis d'ordre social à relever par le nouveau gouvernement sont aussi nombreux. L'inflation et le chômage galopant «sont des bombes à retardement», font observer des analystes de la scène politique tunisienne.

Dans ce contexte, des aides sociales en faveur des couches sociales défavorisées sont attendues. Il y a plus d'un million de Tunisiens qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

En outre, le lancement des projets d'habitat et d'aménagement urbain urgent aussi en Tunisie. Les spectacles «désolants» qu'offre le pays à chaque saison hivernale et pluies diluviennes doivent cesser, affirme-t-on. Dans le domaine de la sécurité, de nombreux défis sont à relever, d'autant plus que la Tunisie a été la cible de terroristes ces dernières années, et sa sécurité peut être menacée en raison de la situation d'instabilité régnant en Libye, selon les mêmes sources.

A ce propos, l'armée tunisienne et les services de sécurité ont besoin de renouveler leurs équipements et de se doter des moyens de pointe de lutte antiterroriste capable de leur permettre de faire face au terrorisme de plus en plus redoutable.

R. M.

Samia K.

Libye

L'ONU réclame à nouveau un cessez-le-feu

Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé à nouveau lundi dans une déclaration à un cessez-le-feu en Libye et au respect de l'embargo sur les armes imposé à ce pays, violé à maintes reprises depuis avril selon un rapport onusien.

«Les membres du Conseil de sécurité soulignent la nécessité pour toutes les parties de procéder à une désescalade et à s'engager en faveur d'un cessez-le-feu», affirme leur déclaration initiée par le Royaume-Uni et qui a

nécessité plusieurs jours de négociations.

Depuis le 4 avril, les forces du maréchal Khalifa Haftar mènent une offensive pour s'emparer de la capitale libyenne Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU.

Dans sa déclaration, le Conseil de sécurité «appelle tous les Etats membres à ne pas intervenir dans le conflit ni à prendre des mesures qui pourraient l'intensifier».

Fayez al-Sarraj a récemment

signé avec le président turc Recep Tayyip Erdogan un accord de coopération militaire dont le contenu précis n'est pas connu.

«Les membres du Conseil de sécurité sont particulièrement préoccupés par les violations de l'embargo sur les armes évoquées le mois dernier par l'émissaire de l'ONU Ghassan Salamé», et par les informations sur un «recours croissant à des mercenaires». Le Conseil demande «un respect total de l'embargo par

Sommet du 70^e anniversaire de l'Otan

Colère et grogne pour les retrouvailles

■ Les dirigeants des pays de l'Otan se réunissent cette semaine en Sommet à Watford, près de Londres, pour le 70^e anniversaire de l'Alliance, mais l'ambiance est loin d'être festive à cause de multiples différends.

Par Rosa C.

Le plus virulent oppose le président français Emmanuel Macron et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. Il porte sur l'intervention lancée par Ankara dans le nord-est de la Syrie sans en informer les autres membres de l'Alliance. Les deux dirigeants en sont arrivés à échanger des insultes et leurs partenaires espèrent qu'ils crèveront l'abcès avant le sommet, au cours d'une réunion sur la Syrie à Londres avec la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Boris Johnson. L'autre inconnue sera le comportement de Donald Trump. Le président américain n'a qu'un seul sujet de discussion depuis son élection lorsqu'il vient à l'Otan: le partage du fardeau pour les dépenses militaires et son corollaire, l'augmentation des budgets de la défense des alliés européens et canadien. Les responsables de l'Otan espèrent que l'accord pour réduire la contribution américaine au budget de fonctionnement de l'Alliance et les efforts financiers fournis par les alliés pour augmenter leurs dépenses militaires vont l'apaiser. Le secrétaire général de l'Otan, le Norvégien Jens Stoltenberg, assure que l'année prochaine, les alliés non américains auront augmenté leurs dépenses pour la défense de 130 milliards de



PH: D. R.

dollars depuis 2016. Mais beaucoup redoutent que cela ne suffise pas et craignent un nouveau coup de sang de Donald Trump. L'année dernière à Bruxelles, il avait pris à partie Angela Merkel, accusée de ne pas payer assez et de contribuer à l'effort militaire de la Russie avec ses achats massifs de gaz. Les alliés se sont engagés en 2014 à consacrer 2% de leur PIB pour leurs dépenses militaires en 2024.

Neuf pays ont atteint cet objectif en 2019 et si la France va l'atteindre en 2025, l'Allemagne est encore très loin du but. M. Trump aura l'occasion d'en discuter avec M. Stoltenberg lors d'un petit-déjeuner à Londres avant de rencontrer le président français Emmanuel Macron, dont les critiques contre l'Alliance, jugée en état de «mort cérébrale», ont choqué tous ses partenaires. La

chancelière a dit sa réprobation et aucune capitale de l'Alliance n'a soutenu le président français. Le jugement porté par M. Macron dénonce l'absence de concertation sur des décisions stratégiques prises par les États-Unis et par la Turquie. La charge d'Emmanuel Macron a ulcéré le président Erdogan qui a jugé le président français «en état de mort cérébrale». Le dirigeant turc

veut porter le différend au sommet. Paris a déploré ses insultes, mais Emmanuel Macron assume ses propos et n'entend pas renoncer à ses griefs. Le président Erdogan ne sera pas beaucoup soutenu après sa décision d'acheter un système de défense anti-missile S-400 à la Russie, incompatible avec les équipements de l'Otan. Mais il sait que son pays ne peut pas être expulsé et l'appui de Donald Trump lui suffit. Ces tensions risquent de gâcher la fête, car elles vont ruiner l'unité de l'Alliance, ce qui fait le jeu de la Russie, a déploré le ministre européen. Le sommet sera bref: une session de travail de trois heures aujourd'hui dans l'hôtel d'un golf prestigieux à Watford, dans la banlieue de Londres. Mais les décisions seront significatives, car à Londres, l'espace va devenir un domaine d'opérations de défense pour l'Otan et l'Alliance va se positionner face à la montée en puissance de la Chine, second budget militaire du monde et très présente dans le cyberspace. Jens Stoltenberg pourrait par ailleurs être mandaté pour conduire une réflexion demandée par la France sur la relation de l'Otan avec la Russie et sur les futurs grands enjeux de sécurité collective, comme la menace terroriste.

R. C.



Commentaire

Grève

Par Fouzia Mahmoudi

Tout comme au début du mouvement des « gilets jaunes » qu'elle avait choisi de soutenir dans leurs revendications, Marine Le Pen opte en cette fin d'année de soutenir la grève générale qui devrait commencer demain en France au grand dam du gouvernement. La présidente du Rassemblement national a ainsi appelé cette semaine les Français à «exprimer leur désaccord» sur la mise en place de la réforme des retraites. Elle réclame également son «retrait». «Cette réforme va toucher absolument tout le monde et, contrairement à ce que l'on croit le gouvernement, elle n'est pas une attaque exclusive contre des régimes spéciaux ou la défense de catégories spécifiques», a développé sur BFM TV et RMC la présidente du RN, qui n'a pas l'habitude de défilé en même temps que la CGT. «Je soutiens la grève, la mobilisation, la manifestation du 5 décembre», a insisté Marine Le Pen, qui elle-même ne manifestera pas, considérant que «ce n'est pas la place d'un dirigeant de parti politique». Plusieurs cadres du RN, en revanche, ont prévu de défilé avec leurs corps de métier. Pour autant, les représentants du parti d'extrême droite ne vont pas «aller se mêler à la CGT», qui, selon Marine Le Pen, «porte une lourde responsabilité dans l'élection d'Emmanuel Macron» et a montré des «accointances avec les islamistes» en participant à la marche controversée contre l'islamophobie. La cheffe du RN a redit préférer une «action par la gratuité» des transports, n'être «pas obligatoirement opposée» à un service minimum et avoir «une pensée pour les usagers qui vont être gênés» jeudi. «Mais le sujet est trop grave. (...) Il faut qu'à un moment donné le gouvernement entende, voit de ses yeux que les Français sont opposés» à cette réforme. Elle réclame le «retrait» de la réforme et propose d'organiser «un référendum». Pour autant, «les problèmes ne sont pas réglés par une manifestation, ils sont réglés par le vote», a ajouté la finaliste de la présidentielle en 2017, qui devrait se représenter en 2022 et se retrouver une fois encore face à Emmanuel Macron. Reste à savoir si les Français eux dans leur ensemble soutiendront cette grève qui promet déjà une forte mobilisation et surtout combien de jours ils seront prêts à maintenir le cap pour tenter de faire fléchir le gouvernement. F. M.

Corée du Nord

Kim inaugure un projet titanesque de ville nouvelle

Le leader nord-coréen Kim Jong Un a inauguré la ville nouvelle de Samjiyon, un chantier titanesque aux confins du pays situé à proximité du mont Paektu, berceau légendaire de la nation coréenne, rapportaient hier les médias officiels. Pyongyang a investi des sommes colossales dans le projet encore inachevé de reconstruction de cette ville, chef-lieu d'un comté à la frontière chinoise où se trouve aussi, selon la propagande nord-coréenne, le lieu de naissance de Kim Jong Il, père et prédécesseur de Kim Jong Un. Outre un musée des activités révolutionnaires et un stade d'entraînement aux sports d'hiver, ce projet implique une nouvelle ligne de chemins de fer, 10 000 logements, ou encore une usine de conditionnement de myrtilles et pommes de terre, les deux ressources les plus importantes de la zone. Kim Jong Un s'est beaucoup impliqué dans le chantier où il s'est rendu plusieurs fois pour constater l'avancée des travaux. C'est au sommet du mont Paektu qu'il s'était récemment fait photographier sur un cheval blanc, vraisemblablement en octobre. M. Kim

«s'est dévoué corps et âme pour faire du comté de Samjiyon, lieu sacré de la révolution, une utopie urbaine du socialisme», indique hier une dépêche de l'agence officielle nord-coréenne KCNA. La Corée du Nord est la cible de multiples sanctions de la communauté internationale, en raison de ses programmes nucléaires et balistique, qui pèsent sur son activité économique. Mais KCNA présente Samjiyon comme l'illustration même de sa résilience. Le peuple coréen, écrit-elle, «avance sur le droit chemin qu'il a choisi, sans vaciller malgré les épreuves». Cette inauguration intervient au moment où les négociations avec Washington sont dans l'impasse, depuis le fiasco du sommet de Hanoi entre M. Kim et le président américain Donald Trump en février. KCNA a diffusé une photo de M. Kim en impermable de cuir noir coupant un ruban rouge au milieu de responsables coiffés de chapeaux de fourrure, lors d'une cérémonie d'inauguration près d'une statue de son père Kim Jong Il. L'agence a aussi publié une vue aérienne de la ville au décor féérique, avec ses lumières se reflétant dans la neige immaculée. Une image contrastant avec la situation de la majorité des Nord-Coréens, qui doivent composer avec un approvisionnement très irrégulier en électricité. La chaîne d'État KCTV a de son côté diffusé des vidéos montrant le manteau neigeux recouvrant les rues largement désertes, et les stalactites de glace accro-

chés aux bâtiments neufs. «Longue vie au grand leader de notre parti et de notre pays, le camarade Kim Jong Un!», disait une banderole. La propagande raconte que Kim Jong Il a vu le jour dans un camp secret de la guérilla que son père commandait contre l'occupant japonais, situé sur le mont Paektu. Pour les historiens étrangers, Kim Il Sung a en fait passé l'essentiel de la guerre en exil, combattant les forces japonaises dans la Chine occupée, puis commandant un bataillon soviétique. L'administration soviétique situe la naissance de Kim Jong Il dans le village sibérien de Vyatskoye le 16 février 1941, un an avant la date avancée par Pyongyang. Le mont Paektu, berceau légendaire du peuple coréen, voit chaque année se recueillir des dizaines de milliers de Nord-Coréens élevés dans le culte de leurs leaders. Lors d'une récente visite, l'AFP avait pu voir des milliers de personnes travaillant sur le chantier de Samjiyon, dont beaucoup de militaires. Beaucoup d'étudiants ont aussi été mobilisés pendant les vacances scolaires. Pyongyang n'a pas annoncé le montant de ce projet qui est censé ouvrir par phases. M. Kim a demandé qu'il soit achevé pour le 75^e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs de Corée, en octobre 2021.

Namibie

Le président réélu s'engage à lutter contre la corruption

■ Le président namibien Hage Geingob, qui vient d'être réélu, s'est engagé lundi à lutter contre la corruption dans ce pays marqué par une récession et un scandale de corruption qui a provoqué un mécontentement de la population contre le parti au pouvoir.

Par Mamadi Y.

«**J**e vais intensifier le combat contre la corruption à tous les niveaux, afin que nous puissions faire cesser ce mal», a-t-il dit dans une allocution radiodiffusée, la première depuis sa réélection dimanche.

Le parti de M. Geingob's, la SWAPO, est au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1990.

Trois ans de récession, un fort chômage, une sécheresse et des informations de Wikileaks faisant état de corruption dans l'industrie de la pêche – avec deux anciens ministres impliqués – ont troublé l'élection présidentielle.

Geingob, qui va exercer son deuxième et dernier mandat, a déclaré que le gouvernement comprenait la colère des Namibiens sur la corruption qui

«détourne les ressources publiques qui auraient dû servir au développement du pays».

La pêche est l'un des secteurs clés de la Namibie. Elle est au deuxième rang derrière l'exploitation des minerais.

En raison de ces allégations, le bureau politique de la SWAPO a exclu les deux ex-ministres impliqués de l'Assemblée nationale.

Il s'agit de l'ex-ministre de la Pêche, Bernard Esau, et de l'ex-



ministre de la Justice, Sakeus Shanghala. Ils avaient été arrêtés en novembre, accusés de corruption, de blanchiment et

d'évasion fiscale, à la suite de la publication dans les médias d'informations dans une affaire de corruption de 10 millions de dol-

lars. Une audience sur leur possible mise en liberté sous caution est prévue le 20 février prochain.

M. Y.

Cameroun

Les élections générales se dérouleront en février prochain

Face aux appels de boycott de certains partis d'opposition, le gouvernement camerounais a assuré lundi soir qu'il organisera bien les élections générales le 9 février prochain.

«La convocation du corps électoral tient compte de l'interpellation des citoyens camerounais en application de l'ordre légal»,

a déclaré René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse.

Un nouveau report des élections va à l'encontre de la loi camerounaise, a-t-il indiqué, soulignant que toutes les dispositions seront prises pour assurer le bon déroulement des scrutins.

Les élections des députés à l'Assemblée nationale et des conseillers municipaux, initialement prévues en 2019, ont été reportées à deux reprises pour des raisons sécuritaires, notamment le séparatisme armé qui ravage la partie anglophone du pays depuis 2017.

Y. N.

Gabon

L'ancien directeur de cabinet du président écarté du gouvernement

Lancien directeur de cabinet du président Ali Bongo Ondimba, Brice Laccruche Alihanga, a perdu son poste de ministre lors d'un remaniement annoncé par le Premier ministre lundi soir. «Le chef de l'Etat a décidé d'agir vite», a précisé le Chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, dans un message vidéo diffusé sur les réseaux sociaux, alors qu'une vague d'arrestations dans le cadre d'une opération contre la corruption a touché des proches de M. Laccruche Alihanga en novembre. Ce dernier avait déjà perdu son poste de directeur de

cabinet début novembre, qu'il occupait depuis deux ans et qui était devenu crucial après l'accident vasculaire cérébral (AVC) du président Bongo en octobre 2018. L'opposition, mais aussi certaines voix au sein de la majorité présidentielle, avaient alors critiqué l'ascension fulgurante de M. Laccruche, ainsi que le placement de ses proches à des postes clés. Mais le 7 novembre, le directeur de cabinet était redevenu simple ministre, «chargé du suivi de la stratégie des investissements humains et des objectifs de développement durable». Il n'aura tenu ce

poste que quelques semaines, gardant le silence alors qu'une opération anticorruption s'intéresse à plusieurs de ses proches. Le porte-parole de la présidence, Ike Ngouoni, considéré comme le bras droit de M. Laccruche Alihanga, a ainsi été placé sous mandat de dépôt vendredi, selon son avocate, Carole Moussavou. «On parle de complicité de détournement de fonds, mais qui est l'autre principal ?», interrogeait-elle dimanche. «Selon eux, ce serait Brice Laccruche, nous ne sommes aujourd'hui qu'au début

de l'instruction». Le remplacement de M. Ngouoni par Edgard Anicet Mboumbou Miyakou a été annoncé en même temps que le départ de M. Laccruche du gouvernement. Autre proche de l'ancien directeur de cabinet, Patrichi Tanasa a été incarcéré jeudi pour son rôle d'administrateur-directeur général de la Gabon Oil Company (GOC), dont la gestion se trouve au cœur de l'opération anticorruption.

Enfin, le frère de Brice Laccruche, Gregory Laccruche, a été interpellé mercredi.

L. O.

RDC

Un proche de Tshisekedi arrêté

Un proche collaborateur du président congolais Félix Tshisekedi et deux autres personnes ont été arrêtés pour détournement de fonds, a annoncé lundi une source judiciaire. «Ils sont accusés par le

parquet d'avoir perçu des commissions et d'avoir détourné des fonds auprès d'une firme canadienne (...), sans en avoir qualité», a-t-on appris d'un magistrat du parquet. Le Premier ministre, Sylvestre Ilunga, a été à l'origine

de l'affaire, d'après l'un de ses ministres. «Son excellence monsieur le Premier ministre condamne (...) le mandat spécial que monsieur le coordonnateur administratif des services personnels du chef de l'Etat accor-

de à la compagnie Saint-Louis BGM SARL», lit-on dans une lettre du ministre du Portefeuille (tutelle des entreprises publiques), Clément Kwete.

Ce mandat permettait à cette société d'aller dans la ville dia-

mantifère de Mbuji-Mayi (centre) «afin d'effectuer des études» sur l'exploitation du diamant par la société congolaise publique MIBA (Société minière de Bakwanga). «Etant donné qu'il y a manifestement défaut de qualité et usurpation du pouvoir (...), je vous instruis de veiller, en ce qui vous concerne, au strict respect des instructions de la hiérarchie en rapport avec ledit dossier», poursuit la lettre adressée au directeur général de la MIBA. La lettre a été transmise en copie au Premier ministre et au directeur de cabinet du président de la République. Le président du conseil d'administration de la Minière de Bakwanga (MIBA) avait été suspendu début novembre.

Daili T.

Kenya

L'ONU débloque des fonds d'urgence pour les victimes d'inondations

Le coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Mark Lowcock, a débloqué 3 millions de dollars du Fonds central de réponse d'urgence de l'organisation mondiale afin de venir en aide aux Kényans affectés par des inondations graves, des coulées de boue et des glissements de terrain, a rapporté lundi un porte-parole des Nations unies. Cet argent permettra aux Nations unies et aux autres organisations humani-

taires de fournir une aide d'urgence pour l'alimentation, le soutien des moyens de subsistance, l'abri et les services de santé aux populations les plus vulnérables dans les régions les plus durement touchées, a rapporté Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Il servira, en outre, à améliorer l'accès à l'eau potable, ainsi qu'à des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène pour

éviter les maladies hydriques et maladies à vecteur, a déclaré le porte-parole lors d'un point presse quotidien. Des orages ont causé des destructions et des dommages sur des maisons, des installations de santé et des écoles, faisant des milliers de déplacés et perturbant la prestation de services de première nécessité dans au moins 32 des 47 comtés du Kenya, a rapporté ce porte-parole.

R. A.



Sanctions de la LFP

Huis clos pour l'ESS et le CABBA

LES DEUX pensionnaires de Ligue 1 de football, l'ESS Sétif et le CABBA Arréridj, ont écopé chacun d'un match à huis clos (3^e infraction), pour utilisation de fumigènes et jets de projectiles, a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Outre cette sanction, les deux formations des hauts plateaux devront s'acquitter d'une amende de 200 000 dinars, précise la même source. Dans le même registre, le MC Alger et le CR Belouizdad ont été mis à l'amende (200 000 dinars) pour utilisation et jets de fumigènes (2^e infraction). Par ailleurs, la commission de discipline de la LFP a décidé d'annuler le 2^e avertissement infligé au meneur de jeu du CRB, Amir Sayoud, expulsé lors du derby

algérois disputé samedi face au MC Alger (2-2) au stade Omar-Hamadi. L'annulation du second carton signifie la levée de la suspension du joueur. «Suite à l'examen du rapport du CRB, et après avoir visionné la vidéo, la commission constate que le joueur est rentré sur le terrain de jeu pour fuir les projectiles venant des tribunes», souligne la LFP dans son procès-verbal. Du coup, Sayoud sera présent lors du prochain match de son équipe à domicile face à la JS Saoura, samedi prochain. Enfin, le défenseur central du MC Oran Boualem Masmoudi, a écopé de quatre matchs de suspension ferme plus une amende de 40 000 dinars, pour «comportement antisportif envers officiels».

MC Alger

Sakhri ne renvoie pas Casoni

LE DIRECTEUR général sportif du MC Alger, Fouad Sakhri, a indiqué lundi que l'entraîneur français Bernard Casoni bénéficiait de «la confiance totale» de la direction, en dépit du match nul concédé samedi à domicile face au leader le CR Belouizdad (2-2), dans le cadre de la 12^e journée du championnat de Ligue 1 de football. «Tout ce qui a été dit sur notre intention de limoger Casoni est faux. Il n'a jamais été question d'apporter un changement au niveau du staff technique à ce moment précis de la saison. Faire match nul dans un derby n'est pas la fin du monde. Casoni a notre confiance totale depuis le début de l'exercice», a affirmé à l'APS le dirigeant mouloudéen. Le «Doyen» a raté l'occasion de s'emparer du fauteuil de leader, en concédant le point du match face au CRB dans un match disputé au stade Omar-Hamadi, qui a tenu toutes ses promesses. Le MCA, 2^e au classement (24 pts), compte un point de retard sur le Chabab. «Nous sommes logés à la 2^e place, à une longueur du leader. Nous sommes sereins. Il n'y a pas le feu en la demeure. C'est vrai qu'on aurait aimé

gagner ce derby, mais c'est ça le football. Nous allons nous réunir avec les joueurs pour les sensibiliser, d'autant que nous avons un bon groupe, capable de faire mieux encore», a-t-il ajouté. Le N.2 du MCA a regretté «la campagne haineuse visant à perturber le club», à trois journées de la fin de la première partie de la saison. «Je tiens à préciser qu'aucune réunion n'a été programmée pour dimanche afin d'évoquer l'avenir de l'entraîneur, contrairement à ce qui a été dit dans les réseaux sociaux. Je regrette ces rumeurs et ces fausses informations. Nous avons besoin de plus de sérénité». Avant d'enchaîner : «Nous avons un match important à préparer, en déplacement face à l'USM Bel-Abbès le week-end prochain. Nous devons impérativement réagir et décrocher une victoire. Notre stratégie est de gérer match par match, sans mettre de pression sur les joueurs». Par ailleurs, Fouad Sakhri a tenu à évoquer le prochain mercato hivernal, et «la nécessité de se renforcer, notamment au niveau de l'attaque».

Mercato hivernal Les présidents de clubs souhaitent revenir à cinq recrues

■ Les présidents de clubs se sont réunis avant-hier après-midi avec les responsables de la DNCG pour débattre des modalités d'une bonne gestion afin d'améliorer les choses au niveau de ces entités professionnelles qui sont pour la plupart aux portes de la faillite.



Par Mahfoud M.

En effet, la plupart des clubs des Ligues I et II professionnelles sont dans un état comateux financièrement parlant et carrément déficitaires. C'est la conséquence d'une mauvaise gestion pour ces formations qui dépendent énormément et ne marchent donc pas selon une règle claire. Toutefois, on apprendra que certains clubs ont répliqué en affirmant qu'ils n'ont jamais demandé de passer au statut de SSPA qui ne les arrange pas étant donné qu'ils ne peuvent pas se muer en sociétés commerciales en l'absence d'une politique claire qui permette aux clubs de tirer profit du registre du commerce

qui leur est octroyé. Sur un autre plan, les clubs ont profité de la présence du président de la LFP et du représentant de la FAF pour demander de revenir au recrutement de cinq recrues au lieu de trois, comme préconisé actuellement par le Bureau fédéral. Les présidents de clubs estiment que le mercato hivernal est fait pour corriger les erreurs effectuées lors du mercato d'intersaison et qu'ils doivent donc renforcer leurs rangs comme il faut.

Par ailleurs, une décision a été prise par la FAF, à savoir que les joueurs qui feront l'objet d'un transfert pendant le prochain mercato hivernal, prévu du 20 décembre 2019 au 19 janvier 2020, «ne pourront, en aucun

cas, prendre part aux rencontres relevant de la phase aller, ni avec leurs anciens clubs, ni avec leurs nouveaux». Le message indique toutefois que les joueurs qui feront l'objet d'un transfert pendant ce mercato seront «autorisés à disputer les matchs de Coupe d'Algérie», et ce «dès leur qualification» au sein de leurs nouveaux clubs. De son côté, la Ligue de football professionnel (LFP) s'est voulue rassurante envers les clubs disposant déjà d'un effectif de 27 joueurs, en leur annonçant qu'eux aussi «pourront recruter» cet hiver. En effet, selon cet instance «les clubs professionnels possédant un effectif de 27 joueurs auront le droit de recruter jusqu'à trois joueurs, après en avoir libéré trois», a-t-elle cependant conditionné, «conformément à la réglementation en vigueur». Pour leur part, les clubs professionnels disposant déjà d'un effectif de 26 joueurs pourront recruter jusqu'à trois joueurs, en libérant au moins deux joueurs, alors que ceux dont l'effectif en compte 25 pourront en recruter jusqu'à trois, en libérant au moins un joueur. Enfin, concernant les clubs professionnels qui possèdent actuellement un effectif de 24 joueurs ou moins, la LFP a annoncé qu'ils pourront recruter jusqu'à trois joueurs sans en libérer aucun.

M. M.

Cyclisme/Championnats arabes-2019 (3^e journée)

L'EN provisoirement en tête

LA SÉLECTION algérienne de cyclisme occupe la première place au classement général des Championnats arabes sur route, à l'issue de la troisième journée de cette compétition qui se déroulent du 30 novembre au 6 décembre à Alexandrie (Egypte), avec un total provisoire de quatre médailles : trois or et 1 argent. La seconde place est occupée par l'Egypte (2 or, 2 argent, 1 bronze), devant le Koweït, qui complète ce podium provisoire avec deux médailles d'argent et une en bronze. La 4^e journée, prévue hier, devait permettre le déroulement des épreuves du contre-la-montre individuel Elite seniors et du contre-la-montre individuel cadets. En senior, l'Algérie était représentée par Azzedine Lagab et Abderrahmane Mansouri, qui devaient concourir sur une dis-

tance de 44 kilomètres, alors que les cadets Mohamed Redouane Brinis et Salah-Eddine Ayoubi Cherki n'auront que 17,5 kilomètres à parcourir.

Ballon d'Or 2019

Mahrez termine à la 10^e place

Le milieu international algérien de Manchester City (Premier league anglaise de football), Riyad Mahrez, s'est classé à la 10^e place, au classement final du Ballon d'Or France Football 2019, dont la cérémonie se déroule au Théâtre du Châtelet, à Paris. Le capitaine de l'équipe nationale d'Algérie, championne d'Afrique en titre, a été retenu dans une liste finale comprenant 30 joueurs. Mahrez a été nommé pour la deuxième fois de sa carrière après 2016 (7^e place), alors qu'il portait les cou-

leurs de Leicester City. Outre Mahrez, deux autres joueurs africains figurent dans le Top 10, il s'agit de l'Egyptien Mohamed Salah (Liverpool) et du Sénégalais Sadio Mané (Liverpool). Mahrez (28 ans), arrivé à Man City en 2018, s'est distingué pour sa première saison en dépit d'un volume de jeu assez moyen, en inscrivant 12 buts et délivrant 12 passes décisives, toutes compétitions confondues. Le natif de Sarcelles (France) a largement contribué au trophée de la CAN-

2019 remportée en juillet dernier par les Verts en Egypte, permettant à l'Algérie de renouer avec le sacre continental après 29 ans de disette. Le Ballon d'Or est attribué par un jury international de journalistes spécialisés à raison d'un représentant par pays. Le Ballon d'Or est attribué en fonction de trois critères principaux : performances individuelles et collectives (palmarès) pendant l'année, classe du joueur (talent et fair-play), et carrière du joueur.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Handicapés à Oran

Prise en charge de plus de 2 700 demandes d'organes artificiels

L'AGENCE d'Oran de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés (Cnas) a pris en charge, durant les 10 premiers mois de l'année en cours, plus de 2 000 demandes d'organes artificiels de grands et petits formats pour personnes aux besoins spécifiques, a-t-on appris mardi du responsable du service statistiques à l'agence.

De janvier au 31 octobre 2019, l'agence Cnas d'Oran a pris en charge 2 765 demandes d'organes artificiels grands et petits formats, dans le cadre de la collaboration avec l'Office national d'appareillages et accessoires pour personnes handicapées (ONAAAPH) et ses annexes, a indiqué à l'APS Tarik Latigui, également directeur adjoint de l'agence d'Oran, en marge des journées d'information sur les personnes aux besoins spécifiques, que la Cnas organise les 3 et 4 décembre.

La dotation d'assurés sociaux et ayants droit qui remplissent les conditions et les victimes d'accidents du travail reconnus en organes et appareillages entre dans le cadre d'une convention où la Cnas procède également au remboursement à 100 %, dans le cas où la pose de l'organe artificiel est fait par un fabricant privé, a-t-on fait

savoir. Dans le cadre de l'amélioration des conditions de cette frange de la société, M. Latigui a fait part de l'introduction d'un système informatique intégré pour la gestion des organes artificiels et accessoires, permettant au handicapé de se rapprocher des structures de l'ONAAAPH à travers le territoire national sans difficultés et sans se déplacer au centre d'affiliation de la CNAS. Selon le même responsable, les assurés aux besoins spécifiques bénéficient d'un traitement spécial pour les prestations offertes par la Cnas, notamment avec la mise en place d'une cellule d'écoute et un service social pour la prise en charge de leurs préoccupations, en plus de la dotation de l'ensemble des structures de plans inclinés et de rampes d'accès adaptées aux spécificités de cette frange de la société, ainsi qu'un guichet unique.

Le nombre des assurés sociaux aux besoins spécifiques pris en charge par la Cnas, au plan national, s'élève à près de 300 000 personnes et les dépenses globales dans ce domaine ont atteint plus de 6 milliards DA dont plus de 4 milliards DA représentant la valeur des équipements artificiels.

M. L.

Plénières de la prochaine période

Réunion du bureau de l'APN pour arrêter le calendrier

LE BUREAU de l'Assemblée populaire nationale s'est réuni mardi sous la présidence de Slimane Chenine, président de l'Assemblée, pour arrêter le calendrier des plénières de la prochaine période, a indiqué mardi un communiqué de l'APN. Les travaux du bureau de l'APN se poursuivront jeudi prochain par la présentation et l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi 19-04 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, du projet de loi modifiant la loi 13-01 portant orientation et organisation du transport terrestre et du projet de loi modifiant la loi 21-15 portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique, a précisé le communiqué. Une plénière programmée pour samedi est consacrée à la présentation et l'examen du projet de loi relatif aux radiocommunications et d'un projet de loi fixant les missions, la composition et l'organisation du conseil national de la

recherche scientifique. La séance de dimanche sera consacrée à la présentation et l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi 84-09 relative à l'organisation territoriale du pays, tandis que la séance de lundi sera consacrée au vote des six projets de loi.

Maya H.

Meurtre d'une journaliste à Malte

L'UE réclame une enquête sans «ingérence politique»

L'enquête sur le meurtre de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia doit être menée «sans ingérence politique», a averti la commissaire européenne Vera Jourova lors d'un entretien téléphonique avec le ministre maltais de la Justice. La commissaire, également vice-présidente de la Commission, «a exprimé son inquiétude sur la situation à Malte» et «insisté pour que l'enquête soit menée à son terme, sans aucune ingérence politique», a dit hier un porte-

parole à propos de cet entretien qui a eu lieu lundi. Le Premier ministre démissionnaire, Joseph Muscat, est accusé par la famille de la journaliste d'être intervenu pour protéger son chef de cabinet mis en cause dans l'affaire. Le ministre maltais de la Justice, Owen Bonnici, a aussi fait le point avec la commissaire, chargée notamment du respect de l'Etat de droit, sur la réforme de la justice, a précisé un porte-parole de la Commission, Christian Wigand. M^{me} Jourova a

estimé qu'il «reste du travail à faire». Une délégation du Parlement européen est actuellement à Malte pour une mission de deux jours en raison d'«interrogations sur l'indépendance du système judiciaire et de graves accusations de corruption aux plus hauts niveaux». La journaliste d'investigation Daphne Caruana Galizia, qui enquêtait sur la corruption à Malte, a été tuée dans l'explosion de sa voiture piégée le 16 octobre 2017.

R. I.

Flambée des prix des fruits, des légumes



LOUIS



Djalou@hotmail.com

Malgré les progrès accomplis

Des difficultés persistent dans la lutte contre le VIH

■ Le monde a fait beaucoup de progrès dans la lutte contre le VIH mais il reste un certain nombre de difficultés, a déclaré Shannon Hader, directrice exécutive adjointe du Programme commun de l'ONU sur le VIH/sida (ONUSIDA) et secrétaire générale adjointe de l'ONU.

Par Slim O.

«Il s'agit d'abord de s'assurer que les dirigeants politiques et communautaires se rendent compte que même si nous faisons d'énormes progrès contre l'épidémie de VIH/sida, nous sommes loin d'en avoir terminé avec elle», a-t-elle indiqué, citée par Chine nouvelle. Elle a dit espérer que le monde entier puisse faire mieux en vue de respecter ses engagements en matière d'Objectifs de développement durable (ODD). M^{me} Hader a appelé à ce que davantage d'attention soit prêtée aux personnes marginalisées. «Le fardeau le plus lourd du VIH/sida dans le monde est certainement en Afrique orientale et australe. Et à l'heure actuelle, l'Afrique orientale et australe est en tête du classement mondial en ce qui

concerne la baisse du taux d'infection par le VIH et le niveau de couverture thérapeutique (...) et nous espérons que cela va continuer», a-t-elle poursuivi. D'importants progrès ont été accomplis alors que les nouvelles infections au VIH diminuent et que de plus en plus de personnes vivant avec le VIH ont accès au traitement, selon le nouveau rapport Power to the people (Pouvoir au peuple) de l'ONUSIDA publié avant la dernière Journée mondiale de lutte contre le sida. Selon le rapport, les nouvelles infections au VIH ont diminué de 28 % entre 2010 et 2018 en Afrique orientale et australe, la région la plus touchée par celui-ci. Entre-temps, le taux de contamination au VIH chez les adolescents et les jeunes femmes âgées de 15 à 24

ans dans cette région a chuté de 0,8 % en 2010 à 0,5 % en 2018, soit une baisse prometteuse de 42 %. «La Chine occupe actuellement la présidence du conseil d'administration de l'ONUSIDA, le conseil de coordination des programmes. La Chine a fait un travail phénoménal», a salué M^{me} Hader. «Nous entretenons en fait des relations extrêmement étroites avec la Chine et c'est très appréciable», a-t-elle conclu.

S. O./APS

Commune d'Oued Ghir/Béjaïa

M. Khaled Bestani nouveau maire

UN NOUVEAU maire a été désigné avant-hier par l'APC de Oued Ghir. Il s'agit de Khaled Bestani. Ce dernier a été investi dans ses fonctions suite à l'aval de ses pairs qui a succédé à une réunion des élus avec les autorités de wilaya. Le nouveau maire a été élu en remplacement de l'ancien, Yacine Ramtani, qui avait démissionné il y a un mois de son poste en compagnie de son exécutif. Notons que Khaled Bestani est élu municipal issu du FLN. L'installation de l'exécutif communal aura lieu, au plus tard, la semaine prochaine, a-t-on appris.

H.C.